CONSEIL RÉGIONAL
DES PHARMACIENS D'OFFICINE
R h ô n e - A l p e s

Décision n°19-D

Au nom du peuple français

Madame X
Pharmacien

Lyon, le 10 juin 2010

Le Conseil de l'Ordre des pharmaciens
de la région Rhône Alpes
Chambre de discipline

Réf.: Plainte n°...

Affaire : B. MINNE, Président du Conseil de l'Ordre des pharmaciens de la région Rhône-Alpes c/ Mme X,
pharmacien à ...
Plainte du 7 mai 2008
n° ph. ...

Le Conseil de l'Ordre des pharmaciens de la région Rhône-Alpes réuni le 27 mai 2010, constitué en chambre de discipline conformément aux dispositions des articles L. 4234-3, L. 4234-5, L. 4234-6 et L. 4234-7 du Code de la santé publique,

Vu la plainte en date du 7 mai 2008, formulée par Monsieur le Président du Conseil de l'ordre des pharmaciens de la région Rhône-Alpes à l'encontre de Madame X, pharmacien titulaire ...,

Vu, enregistré le 10 décembre 2007, le rapport du pharmacien en chef de santé publique ;

Vu, enregistré le 30 octobre 2008, le mémoire en défense, présenté pour Mme X par Maître FALLOURD demandant l'indulgence de la chambre de discipline par les moyens que : elle avait pris les mesures nécessaires pour se mettre en conformité et pour exécuter la sanction d'interdiction en signant un avenant au contrat de travail de Mme Y ; que si elle a effectivement délivré des médicaments, elle n'avait pas l'intention de porter atteinte à la santé publique, un pharmacien adjoint étant toujours présent dans l'officine ; qu'elle s'est montrée coopérative avec l'inspecteur et lui a dit toute la vérité ;

Vu, enregistrés le 4 novembre 2008 et le 31 décembre 2009, les mémoires en défense, présentés par Me FALLOURD, tendant aux mêmes fins que ci-dessus par les mêmes moyens, et en outre qu'il est très difficile de recruter des pharmaciens remplaçants ;

Vu le rapport écrit de Monsieur R, conseiller de l'ordre, en date du 8 septembre 2009 et le procès verbal d'audition de Mme X ;

Vu la décision de renvoi de Madame X devant la chambre de discipline du Conseil régional de l'ordre des pharmaciens en date du 17 septembre 2009 ;

Vu les articles R. 4234-5, R. 4234-7 et suivants du Code de la santé publique ;

Vu les articles :

- L. 4223-1 (exercice illégal de la profession de pharmacien)*
- R. 4235-10 (pratiques contraires à la préservation de la santé publique)*
- R. 4235-3, 2ème alinéa (comportement contraire à la probité et la dignité de la profession)*
- R. 4235-20 (absence de relations confiantes avec les autorités administratives) du Code de la santé publique,*

Auxquels il est reproché à Madame X d'avoir contrevenu,

Vu ensemble les pièces produites et jointes au dossier,

M. R. entendu en la lecture de son rapport, à l'audience de ce jour,

Mme X, pharmacien à ..., assistée de Me SAPONE, avocat au barreau de ..., entendues en leurs explications,

Mme X ayant eu la parole en dernier ;

Sur quoi :

Le 28 novembre 2007, une inspection était diligentée par Monsieur D, pharmacien en chef de santé publique dans l'officine située ..., dont la titulaire est Madame X,

A la suite des infractions au Code de la santé publique relevées et de la plainte déposée par Monsieur Bernard MINNE, ès qualité de Président du Conseil de l'ordre des pharmaciens de la région Rhône-Alpes en date du 7 mai 2008, le Conseil de l'Ordre des pharmaciens de cette région a, par délibération du 17 septembre 2009, décidé de traduire Madame X devant la Chambre de discipline, des chefs sus visés.

Considérant que, par décision en date du 25 juin 2007, la chambre de discipline du Conseil régional de l'Ordre des pharmaciens de Rhône-Alpes a infligé à Mme X la sanction d'interdiction d'exercer la pharmacie pendant une durée de quatre mois, dont deux avec sursis, pour diverses irrégularités, et notamment pour le fait de n'employer qu'un pharmacien adjoint à temps partiel, alors qu'un temps plein était nécessaire compte tenu du chiffre d'affaires de l'officine ;

Considérant que cette décision devait s'exécuter à compter du lundi 1^{er} octobre 2007 ;

Considérant que, le mercredi 28 novembre 2007 à 10 heures, le Pharmacien inspecteur de santé publique a constaté que Mme X était présente derrière son comptoir, ainsi que sa pharmacienne adjointe, qu'elle portait une blouse blanche et qu'elle servait un client ;

Considérant que l'examen de l'ordonnancier montre que, tous les jours depuis le 1 octobre 2007, l'identifiant "XX", qui est celui de Mme X, ainsi qu'elle l'a reconnu, apparaît dans la colonne vendeur ;

Considérant que si Mme X allègue qu'elle était présente dans son officine en raison de l'inquiétude provoquée par divers recours contentieux, qu'elle ne remplissait que des tâches administratives, et n'a indiqué ses initiales sur l'ordonnancier que pour faire gagner du temps, s'agissant des clients qui avaient le tiers payant, il ressort des pièces du dossier que ses initiales apparaissent sur près de la moitié des délivrances ;

Considérant en outre, que chaque vendredi, la remplaçante, Mme Y avait son jour de congé ; qu'il n'est pas allégué que Mme X ait pris pour les vendredis de disposition particulière ;

Considérant qu'à l'audience, Mme X a reconnu que le fait de facturer un médicament constitue un acte pharmaceutique, et qu'elle a d'ailleurs affirmé que, pour cette raison, elle n'aurait pas laissé cette tâche à un personnel administratif ;

Considérant qu'aux termes de l'article L. 4223-1 du Code de la santé publique : *«Le fait de se livrer à des opérations réservées aux pharmaciens, sans réunir les conditions exigées par le présent livre, constitue l'exercice illégal de la profession de pharmacien. Cet exercice illégal est puni de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende. Les personnes physiques encourent également les peines complémentaires suivantes (.«) »*

Considérant que, pendant la période d'interdiction, Mme X ne réunissait pas les conditions exigées pour se livrer à des opérations réservées aux pharmaciens ; qu'elle a donc illégalement exercé la profession de pharmacien pendant cette période même si elle déclare n'avoir pas nui à la santé publique ; qu'en outre, ce comportement est contraire aux exigences de probité et dignité exigées par l'article R. 4235-3 du Code de la santé publique ;

Considérant, enfin, qu'aux termes de l'article R. 4235-20 du Code de la santé publique *« Les pharmaciens doivent veiller à maintenir des relations confiantes avec les autorités administratives. Ils doivent donner aux membres des corps d'inspection compétents toutes facultés pour l'accomplissement de leurs missions »*

Considérant qu'en enfreignant quotidiennement l'interdiction qui lui avait été faite d'exercer la pharmacie, Mme X a également méconnu l'obligation de maintenir des relations confiantes avec les autorités administratives, même si, le jour de l'inspection, elle a fourni tous les renseignements et documents réclamés ;

Considérant que la gravité des faits, aggravée par le manque de respect d'une première sanction infligée en 2007, justifient qu'il soit prononcé à l'égard de Mme X la sanction d'interdiction d'exercer la pharmacie pour une période de trois (3) mois ;

PAR CES MOTIFS :

Statuant après débat en audience publique et délibération secrète ;

Déclare Madame X coupable des faits reprochés ;

Décide :

Article 1er la peine d'interdiction d'exercer la pharmacie pendant une durée de trois mois (3) est prononcée à l'encontre de Madame X;

Article 2 : cette peine sera exécutée à compter du mercredi 1^{er} septembre 2010

Dit que la présente décision a été rendue publique par la lecture publique de son dispositif à l'audience du 27 mai 2010 et par affichage dans les locaux accessibles au public du Conseil régional de l'Ordre des pharmaciens le 10 juin 2010,

Dit que cette décision sera notifiée conformément à l'article R. 4234-12 du Code de la santé publique,

Dit qu'elle est susceptible d'appel devant le Conseil national de l'ordre des pharmaciens dans le délai d'un mois à compter de sa notification,

Ainsi fait et jugé par la chambre de discipline qui a statué le 27 mai 2010 et où siégeaient avec voix délibérative :

Monsieur Daniel LANZ, Président Honoraire de Tribunal Administratif, Président,

M. LEPETIT (Ain) ; M. PRANEUF (Ardèche) ; M. CAPEVAND, M. CONTANT, M. AUNTEL, (Drôme) ; M. BERTHAIL, M. VIDELIER, Mme TERME (Isère) ; Mme DENIS-COLLOMB, M. FAURE (Loire) ; M. MARSOT, M. PICARD, M. VIEILLY (Rhône) ; M. KOCHOEDO, Mme OLLINET-DUNAND, M. VIEL (Savoie) ; M. CERUTTI, M. DAUBOIN (Haute-Savoie) Mlle SIRANYAN;

Soit 19 membres présents sur 25 du Conseil ;

Et, avec voix consultative, M. POULET, Pharmacien inspecteur de santé publique

Ont signé

D. LANZ

Président Honoraire de Tribunal Administratif

Président de la Chambre de discipline

H. VIDELIER

Vice-Président

Conseil de l'Ordre des
pharmaciens région Rhône-Alpes